



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN GRÈCE COMME EN FRANCE CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE

EN GRÈCE, ANNULATION DE LA DETTE ! EN FRANCE, RETRAIT DE LA LOI MACRON !

BULLETIN NPA

17 FEVRIER 2015

En Grèce, c'est donc reparti pour un nouveau round de négociations entre le gouvernement grec de Tsipras et les ministres des finances de la zone euro pour tenter de trouver un accord pour l'étalement de la dette.

Pourtant, Tsipras ne demande même plus l'annulation de la dette. Il se plie au cadre fixé par ses créanciers pour négocier un étalement des remboursements. Mais même cela est inacceptable pour les financiers et leurs hommes politiques. La Banque Centrale Européenne, comme Hollande ou Meckel, veulent mettre le peuple grec à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses promesses électorales.

CE N'EST PAS AUX PEUPLES DE PAYER LES DETTES ILLEGITIMES.

La dette grecque n'est pas celle du peuple grec. Elle est celle de ses gouvernements successifs, corrompus jusqu'à la moelle, pour le plus grand profit des banquiers européens et des grandes sociétés. Un seul exemple : les dépenses militaires grecques représentent 4% du Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, alors qu'elles en représentent 2,4% pour la France.

Les grands gagnants de la dette grecque ont été les banques qui se refinançaient auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 1% et prêtaient à la Grèce à 6%, et même à 12% début 2010. Des bénéfices exorbitants. A elles de payer maintenant et pas aux classes populaires. Le gouvernement, la droite les médias nous expliquent que si les grecs ne paient pas « leur » dette, cela coûtera 600 € par français. Comme si c'était nous qui étions détenteurs de la dette grecque ? Bien au contraire, le gouvernement devrait annuler les 40 milliards qu'il en détient sans qu'il en coûte un centime à la population. Aux banques qui se sont engraisées avec la dette de payer !

SOLIDAIRES CAR DANS LA MEME GALERE

Pour monde de la finance et les hommes politiques à leur service, il ne faut pas laisser croire qu'en Grèce, ils pourraient céder, ni même négocier. Parce que si

l'austérité a été appliquée avec une brutalité sans précédent en Grèce, elle est aussi mise en œuvre dans tous les pays d'Europe. En fait, leurs menaces contre le peuple grec visent tous les travailleurs, ici comme en Espagne, au Portugal ou en Allemagne.

En France, le gouvernement fait le forcing pour faire passer sa loi Macron, une des pires attaques contre le monde du travail depuis son arrivée au pouvoir. Si les pharmaciens, les notaires et les avocats ont su se faire entendre pour qu'on leur fiche la paix, cela n'a pas été le cas des salariés. Les dirigeants des grandes confédérations syndicales n'ont lancé aucune campagne d'information et encore moins de mobilisation pour faire barrage à cette loi qui est une vraie bombe contre ce qu'il reste des protections contenues dans le Code du travail.

L'entreprise de démolition engagée par Macron va frapper l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail et les institutions représentatives du personnel.

UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

En Grèce, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue des grandes villes du pays pour dire leur refus du chantage. Aujourd'hui, le peuple grec sait qu'il n'a rien à attendre des négociations avec l'Union Européenne. Une vraie rupture avec l'austérité ne pourra être imposée que par la puissance de sa mobilisation et de son organisation et par la reconstruction d'un rapport de force à l'échelle de toute l'Europe.

Ici contre la loi Macron comme en Grèce, il n'y aura pas de vraie solution en dehors d'une mobilisation de l'ensemble du monde du travail, un mouvement de grèves suffisamment puissant pour en finir avec toutes les politiques d'austérité et de régression sociale.

LA DE'RÈGLEMENTATION SELON MACRON



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

